



BIBLIOGRAPHIE

G. Buti, **Colère de Dieu, mémoire des hommes. La peste en Provence 1720-2020**, Cerf, 2020.

J.-C. Sournia, **La Médecine révolutionnaire (1789-1799)**, Payot, 1989.

principalement des enfants, sont les principales victimes d'une «fièvre d'assez mauvaise nature», qui affaiblit considérablement les corps sans forcément provoquer la mort (sur les 140 enfants hospitalisés, 110 contractent la maladie et seulement 2 en meurent). Pour le médecin parisien F. Ruette, «il serait peut-être difficile de trouver une maladie épidémique qui ait été plus contagieuse et moins funeste».

Loin de se contenter d'enquêter sur les origines d'une maladie qu'elles attribuent pour l'essentiel à la mauvaise qualité de l'air, les autorités politiques agissent: dans un premier temps en traitant les patients (médicaments, saignées...); dans un second temps en

réaménageant l'espace pour améliorer la circulation de l'air, éliminer les risques d'humidité et éloigner les «miasmes» des malades. En quelques semaines, les autorités parviennent ainsi à éteindre les risques d'épidémie et à rétablir le calme auprès des populations environnantes.

Pour ce faire, Bonaparte et ses partisans se lancent dans une vaste entreprise, celle de l'inoculation contre la variole selon les méthodes nouvelles inspirées par l'Anglais Edward Jenner. Ce dernier a rompu avec ses prédécesseurs en inoculant aux malades un pus provenant de vaches qui avaient contracté la vaccine, une maladie semblable, mais moins virulente que la variole.

Le vaccin est en effet conçu comme le moyen de concilier la lutte pour garantir la santé publique avec l'impératif d'ordre politique et de contrôle social des populations. La lutte contre l'épidémie ne dépend plus seulement d'une action sur l'air, les cours d'eau ou le milieu, mais repose désormais sur une intervention du pouvoir médical (et étatique) à l'intérieur même des corps: en empêchant la contagion et les désordres politiques et sociaux qu'elle entraîne, la vaccination doit ainsi «terminer la Révolution».

Toutefois, dès 1802, le pouvoir bonapartiste doit faire face à un nouveau «front». Pour réduire l'insurrection menée par le général Toussaint Louverture à Saint-Domingue, Bonaparte y a envoyé un corps expéditionnaire sous le commandement du général Leclerc. Or les soldats sont victimes d'une épidémie de fièvre jaune qui rend impossible la victoire sur la guérilla des esclaves et des libres de couleur. Peints sous les traits de «barbares» assoiffés du sang des soldats français, les insurgés sont encore accusés de répandre des maladies contre lesquels les peuples «civilisés» doivent se défendre en faisant la guerre et en tournant le dos aux principes républicains mis en place depuis 1789.

Au XIX^e siècle, la relation entre épidémies et dynamiques politiques se poursuit au fil des différentes crises qui secouent la France. En particulier, l'épidémie de choléra de 1832 justifie, sous le Second Empire, la mise en œuvre des grands travaux du baron Haussmann: au nom de la lutte contre tous les foyers d'insalubrité qui empêchent la bonne circulation de l'air au sein de la capitale, il s'agit aussi de lutter contre la pauvreté et les «fléaux sociaux». Hier comme aujourd'hui, un corps réduit de spécialistes ou de professeurs de médecine ne saurait confisquer la question des épidémies, de leurs effets et des mesures sanitaires à prendre dans l'espace politique. Cette question doit faire l'objet d'un large débat public si l'on veut empêcher qu'une crise sanitaire ne soit synonyme de tentation autoritaire. ■

LES AUTEURS



ROLAND LEHOUCQ
astrophysicien
au CEA, à Saclay



JEAN-SÉBASTIEN STEYER
paléontologue
au CNRS-MNHN, à Paris

